

Extraits du livre « **Les Prêtres-Ouvriers** » sans nom d'auteur, aux éditions de Minuit, 4^{ème} trimestre 1954

Le livre est organisé en 3 parties

- 1^{ère} partie : le film des événements (mars 1943 à mars 1954)
- 2^{ème} partie : l'information du lecteur moyen
- 3^{ème} partie : textes et documents

EXTRAITS DE LA 1^{ÈRE} PARTIE : LE FILM DES EVENEMENTS (mars 1943 à mars 1954)

7 octobre 1946

Deux prêtres-ouvriers, adhérents à la C.G.T., sont amenés à préciser leurs raisons, telles qu'elles leur apparaissent alors et qu'ils les avaient expliquées à leur archevêque :

« Nous sommes un groupe de prêtres catholiques dont le but et la mission sont de participer de toutes leurs forces à la libération humaine et spirituelle du prolétariat.

« L'esprit de l'évangile et du christianisme nous oblige à travailler ainsi, à l'unité de tous les hommes par la poursuite de la charité et de la justice.

« Il nous est apparu qu'il était impossible de le faire efficacement sans lier notre vie, dans une totale communauté de destin, avec la classe ouvrière. C'est pourquoi nous n'acceptons plus d'autre moyen de vie que notre salaire de travailleur. C'est pourquoi aussi nous nous solidarisons, sans arrière pensée, avec toutes les forces représentatives de la classe ouvrière, sauf si un jour les moyens employés étaient en opposition avec notre conscience chrétienne ou avec la vraie solidarité de tous les salariés. »

Ce texte montre l'importance que la vie d'usine prend graduellement pour les prêtres - ouvriers. L'évolution est à peu près la même pour tous à mesure qu'ils rentrent au travail : il leur faut du temps pour sentir la nécessité de se syndiquer, et encore plus pour découvrir dans la C.G.T. la seule organisation qui défende les intérêts des travailleurs en pleine indépendance à l'égard du patronat et du gouvernement.

7 mai 1949

Première rencontre nationale des prêtres-ouvriers.

Leur vie dans un milieu très éloigné de l'Eglise ne cesse de les faire réfléchir ; leur conscience religieuse se transforme au contact d'un monde nouveau. Ils jugent nécessaire et naturel de confronter ces expériences dispersées. Ce sont des hommes en recherche : ils ont découvert que leur culture, humaine ou théologique, laissait sans réponse l'ensemble de leurs questions.

Ces rencontres se renouvelleront, environ deux fois par an. Il n'en sort pas des théories nouvelles, mais des préoccupations communes au contact de problèmes précis.

8 septembre 1949

Lettre des cardinaux français sur le sens purement religieux et non politique à donner à un décret du Saint-Office en date du 1er juillet 1949. (Ce décret, qui avait soulevé l'émotion des uns et la passion des autres, condamnait les chrétiens qui « soutiennent la doctrine et l'action des communistes »).

« L'Eglise par sa fermeté vis-à-vis de l'erreur communiste veut être le meilleur allié des travailleurs dans l'effort qu'ils poursuivent pour réaliser leur idéal de la promotion ouvrière ».

Les chrétiens progressistes français, dont l'action se situait sur un plan strictement politique, estiment qu'ils ne sont pas visés par le présent décret, mais qu'il les oblige à préciser leurs orientations.

En France, ce décret n'aura généralement qu'une application limitée, mais son existence sera périodiquement rappelée.

Les journaux du soir trouvent prétexte dans le décret pour « lancer leurs reporters à la poursuite des prêtres-ouvriers* » : *Commandos de l'Eglise, Chrétiens de choc...* Le supérieur de la Mission de Paris déclare à ce sujet : « Les prêtres-ouvriers n'ont pas besoin de publicité* ».

* *Témoignage chrétien* du 19. 8. 49.

19 février 1950

Journée d'étude et d'information de militants chrétiens pour la paix au Viêt-Nam, à Issy-les-Moulineaux (Seine), à laquelle collaborent le professeur Mus, ancien chargé de mission du gouvernement français auprès de Ho-Chi-Minh, dont *Témoignage Chrétien* avait publié deux articles retentissants, le professeur Lévy, ancien directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient, et plusieurs spécialistes des questions asiatiques.

La campagne pour la fin de la guerre d'Indochine, puis pour la libération d'Henri Martin sollicite activement déjà les prêtres-ouvriers. Ils s'affirment en accord profond avec la classe ouvrière, dont ils assimilent la tradition de lutte contre la guerre et de fraternité entre les peuples.

L'opinion catholique sera longue à s'ouvrir à un drame qui rencontrera une opposition toujours grandissante dans le pays, et sur lequel les travailleurs sont alertés depuis longtemps par leurs organisations.

4 février 1951

Un prêtre-ouvrier, ancien prisonnier de guerre, revenu à l'usine depuis cinq ans après une jeunesse ouvrière, est élu secrétaire permanent des métallurgistes parisiens. Son archevêque, informé n'y voit pas d'obstacle.

Un mouvement revendicatif étalé sur plusieurs mois se développe avec succès, au cours duquel plusieurs prêtres-ouvriers, à Paris et en province, accèdent à des responsabilités syndicales.

10 février 1951.

Réunion nationale des prêtres-ouvriers.

Mgr Feltin leur donne connaissance d'une lettre de Mgr Ottaviani, secrétaire du Saint-Office, à Mgr Ancel, auxiliaire du cardinal Gerlier, de qui il attire l'attention au nom du Pape sur trois points :

1) Il nous paraît difficile que ces prêtres puissent avoir le temps nécessaire à la prière.
2) Il nous paraît difficile qu'ils puissent garder dans ces milieux les vertus ecclésiastiques.

3) Est-ce que tant de générosité ne serait pas mieux employée dans l'apostolat traditionnel des paroisses ouvrières ?

Il les informe qu'il a fait savoir à Rome ses réserves devant ce texte : « exagération manifeste et information fausse ».

Les équipes de province affirment vigoureusement leur personnalité.

Il se manifeste à cette rencontre une plus claire conscience de la rupture qui existe entre les exigences de la vie ouvrière et les préoccupations des milieux chrétiens. Par suite, le problème des « communautés chrétiennes en milieu prolétarien » tel qu'il avait été conçu au départ s'avère factice pour la presque totalité des participants.

20 juin 1951

Le Saint-Siège défend d'accroître le nombre des prêtres-ouvriers, jugeant ce genre d'apostolat « plus dangereux qu'utile ».

Ils sont, à cette époque, quatre-vingt-cinq en France. Désormais, leur nombre n'augmentera que difficilement.

Le Saint-Office demande un rapport annuel sur chacun d'eux et leurs activités.

28 mars 1952.

Le cardinal Liénart adresse une monition au séminaire de la Mission de France à la suite de la réorganisation de sa direction dans un sens plus traditionnel : le sacerdoce catholique doit s'exercer dans un cadre que les expériences des siècles passés ont lentement précisé ; il ne peut être question de créer un « nouveau type de prêtre* ».

* « Le sacerdoce catholique a reçu de Notre-Seigneur ses caractères essentiels auxquels on ne peut rien changer. Le prêtre est chargé du culte de Dieu et de la médiation entre Dieu et les hommes ; son rêve est religieux. Il a un message révélé à transmettre intégralement et un ministère sacramentel à exercer pour communiquer la grâce. Il a une vie intérieure à entretenir selon certaines règles d'ascèse consacrées par l'usage et la discipline de l'Eglise. Les particularités ne peuvent porter que sur certaines modalités accessoires ».

2 mai 1952

« Nous avons appris avec douleur le choix de Barcelone pour la tenue du Congrès Eucharistique International, car pour nous, travailleurs et militants catholiques, un tel congrès, c'est la manifestation de l'unité et la fraternité de tous les hommes dans le sacrement central de notre foi au Christ », écrivent prêtres-ouvriers et laïques chrétiens.

« Nous pensons que ces conditions ne sont pas réunies en fait », et ils ouvrent le dossier : « A Barcelone, ville martyre et symbole, des militants ouvriers attendent la mort dans les prisons pour avoir rompu la grande conspiration du silence qui entoure les souffrances de ce peuple. En Espagne même on arrête prêtres et chrétiens... »

28 mai 1952.

Le Mouvement de la Paix « appelle le peuple de Paris à réaffirmer sa volonté de paix contre l'installation du général Ridgway au commandement des armées atlantiques, au sein desquelles vient d'être intégrée une armée allemande de revanche. »

La manifestation, interdite, a cependant lieu. Plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent dans les grandes artères de la capitale et se heurtent aux forces de police. Plusieurs centaines de manifestants sont arrêtés, parmi lesquels deux prêtres-ouvriers que la police brutalise particulièrement au cours de leur détention. Constat médical en est dressé, qui sera confirmé par le docteur Paul, médecin légiste. L'un des deux sera licencié de son entreprise pour « absence non motivée ».

« Le soir même, le Quai d'Orsay saisit la Nonciature qui téléphona à Rome. » (*Paris-Presse*, 25.2.54).

11 juin 1952

Paris-Presse titre : « Ultimatum de l'Eglise à ses prêtres-ouvriers, après les incidents du 28 mai : ou vous vous soumettez à la discipline hiérarchique, ou vous ne serez plus.

« Trois prêtres réfractaires répondent : Le prolétariat mérite plus de dévouement que l'Eglise, le sacerdoce ne peut valoir le militantisme, et le communisme a souvent raison contre l'Eglise. »

5 février 1953

Nouvelle note de l'Action Catholique ouvrière de Marseille à son archevêque : « Le mouvement d'adhésion au P.C. s'est accentué (deux nouveaux cas), directement encouragé par la position des prêtres ouvriers. Il importe que la hiérarchie précise avec netteté sa position ».

29 mars 1953

A Limoges, dix-neuf séminaristes à qui leurs évêques refusent l'ordination sacerdotale se réunissent en présence de Mgr de Bazelaire, archevêque de Chambéry, pour lui soumettre leur cas.

Thèse de la hiérarchie : « Il est inadmissible qu'un sujet pose une mise en demeure à l'Eglise : Je veux être prêtre-ouvrier ou je ne serai pas prêtre. Le prêtre doit être à la disposition de l'évêque ».

Thèse des intéressés : « Nous ne posons pas de conditions à l'Eglise. Nous sommes ouvriers, certains depuis toujours. Nous ne demandons pas à être envoyés dans la classe ouvrière. Nous demandons à y rester. Nous ne voyons pas quelles raisons religieuses on peut nous opposer ».

26 juin 1953

Passage à Paris du cardinal Tisserant, doyen des cardinaux. Delon une importante agence de presse, il aurait fait savoir à l'épiscopat français que « le Vatican souhaitait la suppression pure et simple des prêtres-ouvriers, contaminés par le virus soviétique ».

Sauf quelques journaux de province, cette information ne retient pas l'attention de la presse.

29 août 1953

Circulaire de la Congrégation des Religieux, aux supérieurs religieux.

« Que l'on rappelle peu à peu, sans trop tarder cependant, les prêtres qui, avec la permission de leurs supérieurs, sont engagés comme ouvriers dans les usines, les ateliers ou autres milieux de travail » en raison des « très graves dangers, tant pour la foi elle-même que pour l'esprit de discipline ecclésiastique et religieux, auxquels se trouvent exposés ces prêtres-ouvriers ».

31 octobre 1953

Le cardinal Feltin, avant son départ pour Rome, reçoit une délégation des prêtres-ouvriers de Paris qui insistent sur le fait de la lutte des classes, et sur l'impossibilité où ils sont maintenant d'abandonner cette lutte, à moins de trahir leur condition prolétarienne : « nous interdire toute activité syndicale équivaldrait à nous supprimer. »

6 novembre 1953

France-Soir : « Le Vatican manifeste deux grandes craintes devant les prêtres-ouvriers : glissement vers le protestantisme et déviation communiste. »

19 janvier 1954

Réunis à Paris, les évêques ayant des prêtres-ouvriers sous leur juridiction adressent à chacun d'eux une lettre circulaire formulant leurs dernières décisions :

- Interdiction de travailler plus de trois heures par jour
- Interdiction d'adhérer à quelque organisation que ce soit et d'y accepter des responsabilités.
- Rattachement à une communauté sacerdotale.
- Interdiction de constituer une équipe sur le plan national.

Ultimatum délai : le 1^{er} mars, sous peine de sanctions graves.

3 février 1954

S'adressant aux travailleurs, soixante-treize prêtres-ouvriers, de l'ensemble de la France (soixante-dix-huit par la suite), dans un bref communiqué à la presse, protestent contre les mesures qui les frappent et déclarent tout compromis aussi inacceptable qu'illusoire.

EXTRAITS DE LA 2^{EME} PARTIE : L'INFORMATION DU LECTEUR MOYEN

L'Observateur, 11 février 1954, « Les Dominicains frappés par la Nouvelle Inquisition » (Claude BOURDET).

« Nous avons dénoncé depuis deux ans les ravages produits dans l'Eglise catholique par *l'intégrisme* ; ce terme définit le retour aux conceptions les plus autoritaires et réactionnaires du catholicisme ultramontain et espagnol - voire à un obscurantisme digne des sarcasmes d'un Homais. Nous avons montré qu'une ligne cohérente reliait les mesures prises à l'instigation des Dominicains espagnols contre les savants catholiques comme de Lubac et Teilhard de Chardin, à l'affaire Finaly, et enfin à l'étouffement de l'entreprise des prêtres-ouvriers. Nous avons expliqué que ce qui était chaque fois camouflé sous des prétextes dogmatiques avait un contenu essentiellement politique, et était le reflet, dans l'Eglise catholique, de l'énorme vague réactionnaire qui déferle depuis 1946-47 sur le monde occidental.

« Certains de nos lecteurs catholiques ont eu du mal à nous croire, tant ces faits et cette explication cadraient peu avec la propagande catholique courante qui affirme, de façon trop simpliste, l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis du monde politique et social. Pourtant, la brutalité avec laquelle on a écrasé le mouvement des prêtres-ouvriers, contrairement aux désirs et aux propositions transactionnelles des chefs de l'Eglise de France, a éclairé beaucoup de sceptiques ».

Cahiers du communisme, mars 1954

« Les soucis n'épargnent point l'Episcopat. Les prêtres travaillant dans les usines avaient pour mission de rechristianiser la classe ouvrière : ils furent amenés à participer aux luttes de celle-ci. Ils pouvaient donc devenir un danger pour la politique bourgeoise et pour l'idéologie vaticane. On préféra supprimer l'institution... »

Le Fribourgeois, 6 octobre 1953

« Le cardinal Feltin l'a dit : l'Eglise catholique ne peut admettre la doctrine marxiste et la *lutte des classes*. A partir du moment où les prêtres-ouvriers dans leur ensemble, admettaient la *lutte des classes* et donnaient une sorte de prééminence, d'origine divine à la *classe ouvrière*, l'intervention de Rome devenait à la fois nécessaire et inévitable. Il n'y a pas une classe maudite qui est la bourgeoisie et une classe ouvrière qui a toujours raison ; il y a des chrétiens qui doivent faire leur salut dans la position où leur naissance, c'est-à-dire l'ordre providentiel, les a placés ».

Rivarol, 11 février 1954 (Jean MADIRAN).

« *Si l'Evangile est vrai*, les revendications et les révoltes ouvrières socialement les plus légitimes contre les injustices subies n'ont rien à voir avec le royaume de Dieu. La charité du Christ partage avec chacun les souffrances qu'il endure et point le combat contre l'injustice, qu'il supporte.

« ...L'envoyé du Christ n'est pas celui qui parle à chaque homme des injustices qu'il *subit* mais des injustices qu'il *commet*. Car le Christ n'est pas venu pour les justes : et dans la mesure où la « *classe ouvrière* » serait victime et nullement coupable, il est normal que le Christ en soit absent. Le Christ est venu pour la rédemption des peuples : si vous persuadez un peuple qu'il est innocent, si vous croyez et vous lui faites croire qu'il n'a besoin ni de pénitence ni de rachat, vous lui tenez le langage du malin ».

La France catholique, 13 novembre 1953

« Par une prodigieuse mystification, on a réussi à faire croire à nombre de nos contemporains qu'un Paradis terrestre était possible... On s'étonne de voir nombre de chrétiens partager cette vue. Car cette efficacité, il faut bien le dire, est le plus grossier des mensonges. Le christianisme a raison de n'en pas vouloir. Sa grandeur est précisément de se refuser à tromper les hommes...

Le christianisme est résolument optimiste, mais la transformation de l'homme, il ne l'attend que de Dieu seul... »

L'Homme nouveau, 1er novembre 1953 (Abbé RICHARD).

« Il y a un monde dont il faut se séparer et auquel il ne faut pas être présent sans réserve. Et ce monde n'est pas un mythe, c'est le « mystère d'iniquité » dont parle saint Paul, le monde pour lequel le Christ n'a pas prié, la Cité sans Dieu ou contre Dieu, « la Bête », l'organisation (pas nécessairement juridique) des forces animées par le Prince de ce monde.

« ...Nous lisons dans *l'Express* du 17 octobre, à propos des prêtres-ouvriers, cette affirmation péremptoire qui voudrait légitimer certaines collaborations que Rome défend : « Les chrétiens sont fiés à un monde qui est né et qui s'est développé en dehors de l'Eglise ».

« Eh bien ! justement, c'est toute la question et le fond du problème. Dans quelle mesure ce qui se développe en dehors de l'Eglise peut-il être sain pour l'humanité ? Et dans quelle mesure les chrétiens doivent-ils y rester liés ? »

POSFACE

La Hiérarchie avait fixé au 1^{er} mars 1954 la limite officielle à l'activité et à l'existence des prêtres-ouvriers. Depuis lors, la presse n'a plus fourni à leur sujet que des informations épisodiques et souvent inexactes.

Un certain nombre d'entre eux ont effectivement ce jour là quitté leur travail et les responsabilités qu'ils avaient reçues de leurs camarades. A plusieurs reprises, par la suite, ils se sont rencontrés avec quelques évêques dans l'idée d'aboutir à une solution acceptable. Différents projets de « mission ouvrière » essaient laborieusement de voir le jour dans le cadre des directives imposées.

Il reste que, depuis le 1^{er} mars, contrairement à l'opinion officiellement accréditée, (voir *Le Monde* des 20 mai et 30 juillet 1954), dans leur majorité, les prêtres-ouvriers ont continué leur vie d'ouvriers, conservant entre eux la même étroite liaison qu'auparavant et gardant ensemble le même souci d'être entendus par l'Eglise.

La situation actuelle a semblé trop nouvelle pour qu'on puisse la décrire en détails et en apprécier les conséquences avec suffisamment d'objectivité. Il est un point cependant sur lequel tout le monde s'accorde : loin de rien résoudre, la date fatidique du 1^{er} mars n'a fait que donner plus de relief et d'acuité aux questions qui se posaient avant, et rendre plus difficiles les échéances à venir.

Les prêtres-ouvriers n'ont pas innové des théories plus ou moins judicieuses, mais une manière d'être inhabituelle. Ils ont vécu dans un monde opposé à celui où évolue habituellement le clergé. La vie du travailleur s'est imposée à eux comme une condition première, et non pas seulement le travail. Pour être de cette classe ouvrière militante qui peine en vue d'une libération économique, sociale, politique, et largement humaine, il faut participer à sa vie, subir avec elle, dans son être de chair et de sang, le système capitaliste aux formes brutales ou masquées mais infiniment diverses, et donc, inévitablement, partager ses luttes et ses espoirs sans mesurer son temps ou limiter par avance sa solidarité.

Ils sont redevenus hommes parmi les hommes, semblables à tout autre, et acceptant loyalement leur part de toutes les responsabilités communes. Et l'on s'est étonné, inquiété : leur sacerdoce, dans cette entreprise, ne s'était-il pas mutilé ? Est-il vraiment nécessaire d'être prêtre pour faire ce qu'ils font ? Et de bons militants chrétiens ne le feraient-ils pas aussi bien?...

En vérité, n'est-ce pas d'une autre façon que se posent réellement les questions ? Faut-il donc, pour être prêtre, refuser ces solidarités humaines ou les rompre quand la vie les a créées ? Depuis longtemps, le sacerdoce coutumier n'est-il pas lui-même mutilé de tout un peuple que l'Eglise n'a pas su encore accueillir ? Ce resserrement de l'Eglise sur ses organisations et de ses organisations sur son clergé, à quel point restreint-il la participation que beaucoup demandent à toute sa vie ? Et ses formes actuelles d'existence, jusqu'où sont-elles commandées par un rôle social qui ne se confond pourtant pas avec sa mission ? Est-ce seulement par ignorance de la religion et à cause des intérêts qu'elle soutient que tant d'hommes aujourd'hui rejettent l'Eglise, ou parce qu'ils ont cessé de se reconnaître dans les réactions et le comportement de ceux qui représentent la foi ?

Ce sont là des questions cruciales que la vie des prêtres-ouvriers a mis brutalement en lumière. Elles ne leur sont pas propres. D'un peu partout dans l'Eglise, on les sent sourdre. Prêtres et laïcs, militants et intellectuels, croyants convaincus, hésitants ou désorientés, à partir de leur vie et des événements qui les atteignent, combien les expriment à leur façon.

Une chose est sûre : aujourd'hui comme avant le 1^{er} mars, ces questions restent entières. Elles ne peuvent être ni esquivées par l'Eglise, ni résolues sans elle.

1^{er} septembre 1954